

L'Amérique sous le choc d'un « Pearl Harbor » terroriste
Article paru dans l'édition du 13.09.01

Deux symboles de l'hyper-puissance américaine, les tours du World Trade Center, à New York, et l'immeuble du Pentagone, à Washington, ont été attaqués mardi 11 septembre. Des milliers de vies ont brusquement été fauchées. Le président s'est engagé à traduire les coupables en justice

ATTENTATS Dans un discours à la Nation, prononcé dans la nuit de mardi à mercredi le président George W. Bush a déploré des « milliers » de victimes dans l'attaque terroriste sans précédent qui a touché, mardi 11 septembre, New York et Washington. **QUATRE AVIONS** des lignes commerciales ont été détournés. trois d'entre eux ont été transformés par des pirates de l'air en bombes volantes qui ont détruit les tours du World Trade Center à New York et une partie du Pentagone à Washington. **DES SURVIVANTS** étaient toujours sous les décombres mercredi matin. **EN L'ABSENCE DE REVENDICATION**, un responsable américain a fait savoir que les autorités soupçonnaient l'organisation du milliardaire d'origine saoudienne Oussama ben Laden d'être impliquée dans cette offensive sanglante. Le président Bush a promis de retrouver et punir les coupables.

A UNE AMÉRIQUE traumatisée par une série d'attaques terroristes qui ont fait des milliers de morts à New York et à Washington, mardi 11 septembre, le président George W. Bush a promis que les Etats-Unis retrouveraient les coupables et se feraient justice. S'adressant à la nation dans la soirée, après ce que la presse qualifie de pire attaque depuis Pearl Harbor, M. Bush a formulé un avertissement à certains Etats, sans les nommer : « Nous ne ferons aucune distinction, a-t-il dit, entre les terroristes (...) et ceux qui les protègent. » Quelques heures plus tôt, dans une attaque sans précédent qui a momentanément paralysé les Etats-Unis, des pirates avaient détourné quatre avions des lignes intérieures qu'ils ont écrasés contre des symboles de la puissance américaine : le World Trade Center à New York et le Pentagone à Washington. . Quatre avions détournés Les compagnies américaines American Airlines et United Airlines ont confirmé que quatre de leurs appareils - partis de Boston (Massachusetts), Dulles (en Virginie, près de Washington) et Newark (dans le New Jersey, près de New York) - avaient été détournés par des pirates de l'air mardi matin. Les quatre vols transportaient 233 passagers et 43 membres d'équipage, tous présumés morts. Selon la chaîne de télévision CBS, le Boeing 767 du vol 11 d'American, parti de Boston pour Los Angeles, avec 81 passagers et 11 membres d'équipage, s'est écrasé peu avant 9 heures, heure locale, sur la tour nord du World Trade Center (WTC) à New York. Moins de vingt minutes plus tard, le Boeing 767 du vol 175 d'United, assurant la liaison Boston-Los Angeles, avec 56 passagers et 9 membres d'équipage, s'écrasait sur la tour jumelle du WTC.

C'est ensuite en Virginie, près de Washington, que des pirates de l'air ont dirigé sur le Pentagone, le bâtiment du ministère de la défense, le Boeing 757 du vol 77 d'American (Dulles-Los Angeles), transportant 58 passagers et 6 membres d'équipage.

Enfin, à peu près simultanément, le vol 93 d'United (Newark-San Francisco) - un Boeing 757 comprenant 38 voyageurs et 7 membres d'équipage - s'est écrasé en Pennsylvanie, non loin de Pittsburgh. Selon des sources non confirmées, il aurait pu être abattu par un chasseur américain alors que les pirates le dirigeaient vers une centrale nucléaire. . Panique à Manhattan (pages 4 et 5). Les deux avions qui sont allés s'écraser sur le World Trade Center en projetant de gigantesques boules de feu ont touché le bâtiment à un moment de la matinée

où l'activité commence à être intense. Les tours accueillent habituellement près de 50 000 personnes. Elles ont mis quelques minutes à s'effondrer, effaçant du profil avancé de la ville ce qui en faisait l'orgueil et les deux points les plus élevés dans le ciel de New York. Des débris incandescents ont été projetés dans tout le quartier. Très vite, la ville s'est figée : aéroports, aéroports, commerces, transports routiers, taxis, avant que le quartier, celui de Wall Street, ne soit bouclé et que les secours n'arrivent. Partout avaient lieu des scènes d'horreur et de panique. L'état d'urgence a été décrété à New York. . Attaque au Pentagone (page 6). Plus grand bâtiment du monde, le Pentagone, face à Washington, abrite le ministère de la défense et ses vingt mille fonctionnaires. Le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, était à son bureau lorsque le Boeing 757 s'est abattu sur le bâtiment. Il est sorti indemne de l'attentat. Une aile du Pentagone s'est effondrée puis a pris feu sous le choc. Une épaisse colonne de fumée grise s'en est dégagée, se dirigeant de l'autre côté du Potomac, vers Washington, la capitale fédérale, où l'état d'urgence était décrété : tous les fonctionnaires étaient évacués des bâtiments du gouvernement, ainsi que de la Maison Blanche que le président avait quittée le matin pour une tournée en Floride. La rumeur d'un attentat au département d'Etat - une voiture piégée à l'extérieur - était démentie. Aux Etats-Unis et partout où elles sont déployées dans le monde, les forces armées américaines ont été mises en état d'alerte maximale.

L'hypothèse islamiste (page 12). En l'absence de revendication, les responsables américains sont prudents. Ils se sont refusés, mardi, à désigner un coupable. Mais commentateurs de presse, élus et experts évoquaient tous la piste islamiste, cette nébuleuse d'associations et de groupes, plus ou moins autonomes, fonctionnant sous l'égide du dissident saoudien Oussama Ben Laden. Les talibans afghans, qui abritent Ben Laden, ont nié toute responsabilité, qu'il s'agisse de leur régime ou de leur hôte. A Kaboul, la capitale afghane, le secteur de l'aéroport a essuyé des tirs en pleine nuit ; les Etats-Unis ont démenti être mêlés en quoi que ce soit à ces incidents ; ils pourraient avoir été le fait des partisans d'Ahmed Shah Massoud, le chef des opposants aux talibans, lui même blessé la veille dans un attentat.

A Londres, Abdel-Bari Atwan, le rédacteur du journal arabe al-Qods-al-Arabi, estimait que le milliardaire islamiste était « presque à coup sûr » derrière les attentats. Il rappelait qu'Oussama Ben Laden avait averti il y a trois semaines que ses partisans déclencheraient une attaque sans précédent contre les intérêts américains en raison du soutien des Etats-Unis à Israël. A Washington, l'influent républicain sénateur Orrin Hatch, membre de la commission du renseignement, citait des « sources informées » « arrivées à la conclusion que cela ressemble à la signature d'Oussama Ben Laden ».

Inquiétude au Proche-Orient (page 9). En Israël et dans les territoires palestiniens, l'inquiétude dominait quant aux répercussions possibles de l'affaire sur le conflit en cours. Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, a fait part de sa solidarité dans le drame vécu par l'allié américain. Le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a adressé à M. Bush « les condoléances du peuple palestinien ». Alors que certains à Washington n'excluaient pas la participation aux attentats de groupes radicaux palestiniens, appuyés par des pays comme l'Iran ou l'Irak, le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) - dont la responsabilité a, un moment, été évoquée - a démenti toute implication. Dans les territoires palestiniens et ici et là dans le monde arabe, cependant, certains ne cachaient pas leur joie de voir touché le puissant allié d'Israël.

Un séisme sur les marchés financiers (page 11). A peine ouverts mardi matin, les marchés financiers américains ont été immédiatement fermés. Leur réouverture devait avoir lieu mercredi, même si certaines des sociétés les plus actives dans ce secteur ont été gravement

touchées par les attentats. En Europe et en Asie, en revanche, les marchés d'actions enregistraient un véritable séisme, tous à la baisse, tandis que l'ensemble des valeurs refuges, de l'or au franc suisse en passant par les obligations, étaient en hausse. Le pétrole a enregistré une hausse brutale, passant parfois le cap des 32 dollars le baril. Les conjoncturistes américains voient dans ces événements un facteur de nature à accroître le marasme actuel.

La solidarité des alliés européens (page 8 et 10). Les gouvernements des Quinze et la Commission européenne ont dénoncé « l'acte de barbarie » dont ont été victimes les États-Unis. Ils ont fait part de leur solidarité avec M. Bush et avec le peuple américain. Ils ont exprimé leur volonté de participer à la lutte contre le terrorisme. L'OTAN a été placée en état d'alerte maximale.

Ailleurs, de Moscou à Pékin, les condamnations ont été unanimes.

Mesures de sécurité en France (page 14). Le président Jacques Chirac a exprimé « l'immense émotion » de la France et le premier ministre, Lionel Jospin, sa « tristesse horrifiée devant des attentats monstrueux ». Le gouvernement a fait valoir qu'il n'y avait pas de menace identifiée contre la France mais a néanmoins décidé de réactiver le plan de sécurité Vigipirate à son seuil maximal. - (AFP, Reuters.)